

•Octobre/Novembre 2019 • Numero 170•  
• L e s P u b l i c a t i o n s d e La Gauche  C a c t u s ! •

www.la-gauche-cactus.fr/SPIP

/**Mode de vie Europeen ?**

**Mon cul, eut dit Zazie**

Au Sommaire de ce Numero

En nommant une commissaire en charge du «mode de vie européen», le nouvel exécutif bruxellois baigne dans l’hypocrisie et le repli sur soi, loin de l’universalisme tant vanté (et dévoyé aussi). C’est le thème de l’édito de Jean-Luc Gonneau.

La France vend des armes, mais apparemment pas à n’importe qui. Ce n’est pas nouveau. L’histoire retiendra ainsi que le gouvernement, alors socialiste, répugna à en livrer, en 1936, au gouvernement républicain espagnol en butte au putsch des troupes fascistes de Franco. Aujourd’hui, puisque business is business, on n’est plus regardant, et nos «amis» dictateurs sont superbement servis par notre industrie de l’armement. Superbe hypocrisie ! dénonce Yann Fiévet dans un article vibrant… et bien documenté.

Comme toujours avec Donald Trump, les termes des relations internationales sont difficilement prévisibles. C’est ce qu’illustre avec perspicacité, dans le cas chinois, Michel Rogalski, directeur de la revue Recherches Internationales, dans son article, Chine/Etats-Unis : du G2 à la Confrontation ?

Tout indique, explique Aram Aharonian dans son texte Les USA et l’OEA parient sur la déstabilisation de la région mais butent contre la résistance populaire, que, dans son plan de réélection, le président étasunien Donald Trump, avec le soutien du Secrétariat Général de l’Organisation des États américains (OEA), a lancé une offensive visant à déstabiliser les nations latino-américaines et à en finir, non seulement aves les gouvernements progressistes, mais également avec les organisations sociales qui les soutiennent. Une analyse complète et documentée.

Quand **Jean-Pierre Lefebvre** est en pétard, il ne prend pas de gants. Un article du Monde de ces dernières semaine l’a mis en rogne et il nous dit pourquoi : **Le mauvais procès fait à Mélenchon par Le Monde!**

Des meilleur(e)s aux mecs (ou filles) bien. Qui est meilleur que les autres ? Selon quels critères, en plus choisis par qui ? Qui est « quelqu’un de bien » ? Pour qui ? Pour quoi ? Autant de questions sur lesquelles l’infatigable fureteur Jacques-Robert Simon nous propose les résultats de ses investigations.

Toujours un peu de littérature, on y tient, avec la fin du texte Hôpital, du regretté Hervé Mesdon. Et comme d’hab’, il nous faut rire un peu, voire plus avec des bonus illustrés : une photo et un dessin photomontages glanés sur le net par notre ami Irad Ziai et un photomontage tiré du toujours réjouissant «Journal people» de Benoist Magnat.

* Edito : Mode de Vie Europeen ? Mon Cul, eut dit Zazie.

*Par Jean-Luc Gonneau*

*On allait voir ce qu’on allait voir. Enfin débarrassés du jusque là inusable Jean-Claude Juncker, certes aimable pilier de bar, mais aussi et surtout maître tripatouilleur de l’«évitement fiscal», nous allions faire connaissance, à la présidence de la Commission européenne d’une impétueuse cavalière allemande, Ursula Gertrud von der Leyen, qui s’illustra dans son pays en tant que ministre de la famille et de la santé, plutôt progressiste pour une libéro-conservatrice (développement des crèches, congé parental, mariage gay), puis du travail, enfin de la défense, avec moins de succès. Et puis boum : quelques pays membres lui proposent des commissaires aux antécédents pas très clairs (dont la France, le président Macron poussant Sylvie Goulart) qui se font retoquer par le Parlement européen. Une première tuile dont elle peut se remettre, n’en étant pas la principale responsable. Et reboum, elle annonce la création d’un commissariat «à la protection de* ***notre mode de vie européen et aux migrations****»*

*Un intitulé à faire bondir pour au moins deux raisons. D’abord, l’accolement de la «protection du mode de vie européen» aux migrations, laissant clairement entendre que les migrations constituent une menace pour ce mode de vie qu’il conviendrait de défendre. Quelles migrations sont visées ? Il s’agit de montrer du doigt celles provenant de l’Afrique et du Moyen-Orient, dont le «mode de vie» serait difficilement compatible avec celui, s’il existe, du «modèle européen». On retrouve là, sous-jacent, un argument développé par l’extrême droite, explicité en France par l’écrivain Renaud Camus ou par le regrettable Eric Zemmour, celui, fantasmatique, du «grand remplacement». Un autre élément, hélas structurant, concerne le rôle de la religion. Notons à ce sujet l’exception française, qui a choisi, après de longs et parfois violents soubresauts, la voie de la laïcité, ignorée dans la presque totalité des autres pays qui préfèrent parler de liberté religieuse. S’il n’existe plus vraiment de religion d’Etat, la notion d’Europe chrétienne a la vie dure, et reconnait davantage une tradition qu’une réalité, la pratique religieuse, hors certains pays de l’est, régressant régulièrement. Elle permet d’insinuer que les religions d’origine extra-européenne (donc l’islam, car les religions extrême-orientales sont discrètes et ne séduisent qu’un nombre limité d’adeptes européens fans de zen et de méditation plus ou moins transcendantales)*

*Et plus précisément, plus largement se pose la question : qu’est-ce que le «mode de vie européen» ? Un mode de vie peut se caractériser par une multitude d’éléments, touchant à l’organisation sociale et à la vie quotidienne. La place manque ici pour en faire une analyse exhaustive. Prenons donc quelques exemples que nous espérons significatifs. Au niveau de l’organisation sociale, la famille est considérée partout comme une cellule sociale importante. Sa composition peut certes différer sur certains points, dont l’un, la monogamie est la règle en Europe (mais elle y existe depuis toujours sous la forme «épouse ou époux/maitresse(s) ou amant(s)», même si les cas de «ménages à trois» ou plus sont rares. Les états européens ont toutefois largement réglé cet éventuel problème en proscrivant la polygamie par des dispositions légales. Il en est de même pour les cas de mariages arrangés ou forcés qui sont de tradition dans les «modes de vie» de certains pays. Et qui furent de tradition dans l’aristocratie et la haute bourgeoisie européenne pendant des siècles. Enfin, un autre élément important de l’organisation sociale concerne la vie démocratique. L’Union européenne impose à ses membres un fonctionnement démocratique, et tant mieux. Elle tolère toutefois, bonne fille qu’elle est, des manquements manifestes à ce fonctionnement (les cas actuels les plus voyants concernent notamment la Hongrie et la Pologne). Autre marqueur important de vie démocratique (et qui touche aussi fortement la vie quotidienne), l’égalité entre hommes et femmes, qui n’existe pas dans certains pays générant des mouvements migratoires. Rappelons ici que l’égalité civile en France est une conquête récente (droit de vote des femmes en 1944, droit au compte en banque et au chéquier des épouses et droit d’exercer une profession sans l’autorisation du mari en 1965, substitution de l’autorité parentale à l’autorité paternelle en 1970). Ces principes ne sont pas toujours assimilés et pratiqués dans certaines familles originaires de certains pays (mais aussi, même si moins fréquemment, dans des familles «de souche»). Un effort d’éducation, une information plus intensive des droits des personnes dont la liberté est entravée est nécessaire, et elle ne peut se faire efficacement qu’au niveau des pays membres.*

*Un mot sur la vie quotidienne : le mode de vie «européen» n’existe pas. On ne mange pas la même chose en Espagne ou au Danemark, on n’y mange pas, on n’y travaille pas aux mêmes horaires. Et pour rester dans le domaine alimentaire, nul ne saurait prétendre que le succès d’alimentations extra-européenne (couscous, plats asiatiques ou indiens…) altère en quoi que soit quelque «mode de vie» que ce soit. On ne pourrait en dire autant, toujours dans le mode alimentaire, des fast food et nourritures transgéniques issues du «mode de vie» américain et qui constituent une menace sanitaire. Petit clin d’œil : ne serait-ce pas contre ce mode de vie là dont il faudrait se protéger ?*

* Superbe Hypocrisie !

*Par Yann Fiévet*

Nous le savons depuis longtemps, la France est un très gros producteur d’armes de guerre et entend bien ne pas affaiblir son potentiel d’exportations en la matière. A ce titre, Emmanuel Macron n’a pas à rougir face à ces prédécesseurs. Les pires dictatures, telles l’Arabie Saoudite ou l’Egypte, «nous» achètent des armes et les utilisent comme bon leur semble malgré les dénégations officielles des vendeurs. Des populations civiles trinquent sur l’autel des juteux profits des entreprises françaises du secteur de l’armement. C’est sans doute le prix à payer pour sauvegarder le «mode de vie européen».

Dans l’affaire du blocus au Yémen organisé à l’initiative de l’Arabie Saoudite les preuves de la complicité de la France s’accumulent. Disclose et ses partenaires du projet *French arms* (Arte, Mediapart, Radio France et Bellingcat) démontrent, preuves vidéos à l'appui, l’implication de navires vendus et entretenus par la France dans le blocus naval qui affame le Yémen depuis 2015. Par ailleurs, le 3 septembre dernier, un groupe d’experts de l’ONU a publié un rapport sans la moindre équivoque. Chargés d’enquêter depuis 2017 sur les crimes de guerre perpétrés au Yémen, les auteurs affirment leur «crainte que la famine soit utilisée comme méthode de guerre» dans le conflit qui détruit ce pays du golfe depuis cinq ans. A partir d’une note classée confidentiel défense, Disclose avait révélé six mois plus tôt des bombardements aériens massifs contre des infrastructures alimentaires ou portuaires, ainsi que la participation de navires d'origine française dans le blocus maritime mis en place en avril 2015. A l'époque, l’Arabie saoudite avait profité d'un embargo de l'ONU sur les armes à destination des Houthis opposés au régime yéménite afin de contrôler de façon systématique et souvent arbitraire les cargos approvisionnant les zones rebelles. Les conséquences en sont dramatiques : l’acheminement de la nourriture, du carburant et des médicaments d’importation indispensables à plus de 20 millions de Yéménites est lourdement ralenti quand il n’est pas carrément interrompu. Ainsi, 80% de la population relèvent désormais de la nécessité d’une aide humanitaire d'urgence.

Rédigée en octobre 2018 par la direction du renseignement militaire, la note classée «confidentiel défense» obtenue par Disclose mentionnait la participation de deux navires de fabrication française dans le «blocus naval» : la frégate saoudienne de classe Makkah et la corvette lance-missiles émiratie de classe Baynunah. L’enquête *French arms* révèle qu’au moins deux autres navires de guerre « Made in France » se sont trouvés impliqués dans ce blocus meurtrier. L’analyse scrupuleuse d’une autre vidéo prise lors de l’interception par la coalition d’un navire de commerce battant pavillon indien permet d’identifier la frégate Al-Damman, conçue à l’arsenal de Lorient par Naval group. Les reliefs montagneux visibles sur une séquence de la vidéo indiquent que l’inspection de ce navire a eu lieu à proximité du port d’Al-Hodeida, la principale porte d’entrée de l’aide humanitaire indispensable à la survie de millions de yéménites. Interrogée sur BFMTV en octobre 2018, la ministre des Armées Florence Parly affirmait sans honte : «Il est plus que temps que cette guerre cesse et il est important aussi, c'est même la priorité de la France (...) que l'aide humanitaire puisse passer» ! Un an plus tard, le groupe d’experts de l’ONU sur le Yémen tire la sonnette d’alarme. Pour la première fois, il interroge la «légalité des ventes d’armes» de la France, des Etats-Unis et du Royaume-Unis vers les pays de la coalition et demande instamment aux fournisseurs de l’Arabie saoudite et des Emirats arabes unis d'interrompre leurs ventes d’armes. Selon Kamel Jendoubi, le président du groupe d’experts de l’ONU, les violations contre les civils yéménites se poursuivent sans relâche depuis cinq ans.

Les services du Premier ministre, Edouard Philippe, ont répondu aux auteurs de cette enquête que «l’ensemble des transferts [d'armement] est encadré par des impératifs liés à la sécurité nationale mais également au respect des engagements internationaux de la France, dont certains lui imposent des obligations spécifiques». Matignon précise que «la question des conditions d’utilisation des armes est examinée au moment de l’évaluation de la demande d’autorisation (en amont de la délivrance de la licence)». Et que celle-ci est «octroyée en fonction des informations disponibles au moment de cet examen». En guise de conclusion, l'exécutif assure que «si les conditions d’utilisation envisagées lors de l’octroi de l’autorisation d’exportation évoluent, la France s’efforce alors de passer des messages adéquats et d’agir de toutes les manières possibles pour conduire à une désescalade, conformément à son rôle de membre permanent du Conseil de sécurité et aux principes fondamentaux de sa diplomatie». On admirera ici la légèreté du propos qui contraste dramatiquement avec la gravité de la situation. Alors, tout peut continuer : en juillet dernier à Cherbourg, la France a célébré la livraison du premier navire intercepteur HSI, en présence d'officiels français et saoudiens. Vingt autres navires devraient suivre le même chemin dans les mois qui viennent, livrés par la société des Constructions mécaniques de Normandie (CMN).

Tout cela évidemment n’est guère glorieux. D’autant que d’autres preuves indiscutables font état de l’usage, par l’armée égyptienne cette fois, d’armements fournis par la France contre des populations civiles dans Le Sinaï. Le Maréchal Al Sissi est sans doute un autre ami précieux de notre pays ! Il dirige pourtant ce qui est devenu l’une des pires dictatures que compte la planète aujourd’hui. Pour compléter ce tableau… de guerre on citera le Cameroun où l’armée a visiblement un grand besoin elle aussi des armes françaises pour contenir sa population sous la férule. Enfin, il reste tout ce que potentiellement l’on ne sait pas encore mais surgira au fil des enquêtes menées sur les divers «théâtres d’opérations» où «nous» sévissons par arsenaux de guerre interposés. Terrifiante politique extérieure française !

*Le blog de Yann Fiévet :* *http://www.yanninfo.fr*

* Chine/Etats-Unis : Du G2 à la Confrontation ?

*Par Michel Rogalski*

Les relations sino-américaines évoluent et entrent dans une nouvelle phase. Les embrassades et accolades semblent terminées et laissent place à un affrontement dont les contours ne sont pas encore tous définissables. Beaucoup prophétisent que le XXI° siècle sera marqué par l’affrontement entre ces deux pays comme le XX° le fut par le « conflit du siècle », celui de la guerre froide entre les deux Blocs.

Un remake de la guerre froide ?

Mais toute ressemblance serait trompeuse. Celui-ci n’est pas de même nature et vise à l’hégémonie économique et géopolitique. L’affrontement de la guerre froide avait une dimension idéologique, au point d’être présenté comme une «lutte de classe à l’échelle internationale», et avait des enjeux sociaux. Ce qui se jouait c’était l’opposition entre deux systèmes : le capitalisme et le socialisme. Les camps étaient bien typés, s’observaient mais n’entretenaient que peu de relations commerciales ou économiques. Tout au plus quelques problèmes d’intérêt communs – «les problèmes globaux» - pouvaient justifier d’une coopération et constituaient un bon thermomètre du niveau de la détente. Les lieux de l’affrontement n’étaient pas centraux mais se jouaient sur les périphéries - le tiers monde - à l’aide de «stratégies obliques» et de conflits de basse intensité visant à déstabiliser des gouvernements en place, pour planter des drapeaux sur de nouveaux territoires. Les deux camps n’étaient pas intégrés et la faiblesse de l’économie soviétique structurait la confrontation qui s’épanouissait dans une course aux armements phénoménale et dans la conquête spatiale. Le danger nucléaire était prégnant et donna naissance à de massives mobilisations. Finalement le conflit n’eut pas lieu dans ce domaine même s’il semble que la catastrophe a pu être frôlée. Dans ce conflit du XX° siècle, dès les décennies 70-80, la Chine a été instrumentalisée par les États-Unis pour contrer l’Union soviétique. Ce rapprochement s’est poursuivi et amplifié au-delà de la fin de la guerre froide.

La naissance d’un partenariat

Peu à peu, se construisit une relation sino-américaine à laquelle les élites, tous clans confondus, des deux pays adhérèrent. Elles y trouvèrent un intérêt commun. L’accès au marché chinois et la vente de ses bons du trésor pour l’un et l’accès à la technologie et au marché américain en se transformant en atelier du monde pour l’autre. Rapport déséquilibré et asymétrique. Les États-Unis accumulèrent un déficit commercial et un endettement grandissant. La Chine se constitua un pactole de devises et de réserves or – aujourd’hui à hauteur de 3000 milliards de dollars -, écoula ses marchandises et permit l’émergence d’une classe moyenne dont le niveau de vie ainsi que celui des autres catégories de la population s’éleva très vite. La Chine s’ouvrit aux multinationales en conservant le contrôle sur ces investissements étrangers qui inondaient le pays. À son tour, elle pratiqua une politique d’achats massifs d’industries étrangères pour s’emparer au passage des technologies de pointe qu’elles recelaient.

Pendant toute cette période la Chine a réussi à s’imposer comme grande puissance qui compterait désormais face à des États-Unis paralysés par la crise financière de 2008-2012. Ils seront obligés d’accepter l’essor de leur rival qui accédera au statut de puissance faisant jeu égal et menaçant de les surpasser (« peer competitor »). La puissance émergente s’est métamorphosée en puissance émergée. Ainsi à l’orée du XXI° siècle le statut de première puissance indéboulonnable échappe aux États-Unis. Ils doivent désormais composer et accepter de sacrifier leurs intérêts lointains au bénéfice d’avantages immédiats, et donc à privilégier la coopération et à renvoyer à plus tard ce qui relève de la compétition. Faute de pouvoir affronter l’adversaire immédiatement, mieux vaut l’engluer dans une alliance qui l’assagira et reporter, si nécessaire, à plus tard l’affrontement quand les conditions seront jugées meilleures. Pour la Chine, l’accès à une seconde place reconnue, sans avoir à tirer un coup de canon, constitua une aubaine majeure. Ainsi ce qui se mit en place sous nos yeux ce fut la naissance d’une «Chinamérique». On a pu parler d’interpénétration de connivence ou d’une dualité complice qui a pu apparaître comme un G2 de deux puissances espérant atteindre au statut de condominium s’imposant au reste du monde. C’est cette situation qui prend fin sous nos yeux.

Vers un duel ?

Déjà le basculement asiatique - «pivot asiatique» - préconisé par Obama visait à contrarier l’influence régionale montante de la Chine. Trump a pensé, quant à lui, que la mondialisation qui avait été largement promue par les États-Unis s’était retournée contre eux et qu’il importait donc d’en revoir des pans importants, notamment dans le domaine commercial. Thème qui porta bien auprès de son électorat. Tous les accords ligotant les États-Unis devaient être revus ou renégociés. Ainsi en fut-il des traités sur le désarmement, sur le climat ou les relations commerciales, au risque de provoquer des effets délétères collatéraux. Le mot d’ordre «America First» illustrait le tournant isolationniste choisi. Et il ne pouvait que concerner son principal partenaire la Chine compte-tenu de l’intensité des liens tissés. Il avait également pour but de la ramener à un rival de second rang. Mais peut-être est-il déjà trop tard car depuis les années 80 ses performances économiques caracolent en tête et font pâlir d’envie les pays occidentaux.

Car la Chine avance à bas bruit en évitant de le faire remarquer pour ne pas apparaître comme une menace majeure, mais plutôt comme un partenaire avec lequel il convient d’entretenir des échanges de type gagnant-gagnant. Son influence ne se limite pas à ses abords immédiats mais s’étend déjà depuis longtemps également à l’Afrique et à l’Amérique latine dont elle est devenue le deuxième partenaire commercial. Elle a su créer avec d’autres pays – les BRICS – des banques de développement qui permettent à maints pays du tiers monde de s’émanciper de tutelle de la Banque mondiale ou du FMI. Elle poursuit un projet gigantesque de «routes de la soie» auquel déjà plus de 16 pays ont adhéré et qui a vocation au-delà de l’Europe de toucher également l’Afrique et l’Amérique latine. Elle a pris méthodiquement le contrôle de dizaines de ports utiles à sa stratégie dont celui emblématique du Pirée en Grèce. En prônant la non-ingérence, elle désidéologise les relations entre États et ne cherche pas à étendre un modèle social avec ses partenaires.

Jusqu’où ira le conflit entre Donald Trump et Xi Jinping ? En termes de parité de pouvoir d’achat, la Chine a déjà dépassé les États-Unis, même si la comparaison des niveaux des PIB reste favorable aux derniers. Dans beaucoup de domaine la Chine accuse encore des retards, notamment en matière de technologies de pointe, bien qu’elle soit le seul pays à avoir pu construire des centrales nucléaires de type EPR qui fonctionnent, démontrant ainsi l’effort considérable consacré à la science. En matière de puissance militaire, elle ne surpasse pas la puissance américaine. Mais en vertu du pouvoir égalisateur de l’atome, elle a déjà acquis une puissance de dissuasion devant laquelle les États-Unis ne peuvent que s’incliner. Car au delà d’un certain niveau d’accumulation d’armes nucléaires, il n’y a pas de stratégie victorieuse possible. L’équation se réduit à qui meurt en premier et qui meurt en second ? La guerre totale est peu probable. Restent les affrontements et les escarmouches. Mais une forte dissymétrie existe. Au pire Donald Trump durera encore cinq ans. Le système chinois semble plus stable et plus résilient, même s’il présente des fragilités. Bref, faire le dos rond, semble pour les Chinois l’attitude la plus vraisemblable pour accéder au statut espéré de première puissance.

Mais peut-on réduire le XXI° siècle au seul affrontement sino-américain ? Ce serait oublier l’islam politique qui a déjà défait la puissance soviétique en Afghanistan et qui laisse les Américains quitter ce pays après vingt ans de présence alors que les Talibans sont aux portes du pouvoir. Deux victoires contre les plus grandes puissances du XX° siècle. Bigre ! L’ambition prosélyte et conquérante étant indéniable, la Chine pourrait être dans la visée qui s’appuierait sur les populations Ouïghours du Xinjiang et probablement l’aide américaine.

Mais en matière de prévision des relations internationales la modestie doit prévaloir. Qui aurait pu annoncer après la seconde guerre mondiale que ses perdants – l’Allemagne et le Japon - connaîtraient dans les vingt années qui suivront une renaissance si rapide au point d’être qualifiés de «miracles». Pour mémoire, un institut américain, l’Hudson Institute s’était risqué parier alors sur … l’Argentine et l’Australie. La prudence s’impose donc.

*Article paru dans la revue Recherches internationales (*[*http://www.recherches-internationales.fr*](http://www.recherches-internationales.fr)*)*

* Amerique Latine : les USA et l’OEA parient sur la Destabilisation de la Région mais butent contre la résistance Populaire

*Par Aram Aharonian*

Le 11 septembre, 12 pays membres du belliqueux Traité interaméricain d’assistance réciproque (TIAR) ont approuvé une résolution selon laquelle «*la crise au Venezuela a un impact déstabilisateur et représente une menace claire pour la paix et la sécurité dans le Continent américain*». Le plus déstabilisant semble être la nécessité pour les États-Unis d’Amérique de s’emparer de leur richesse énergétique et minière et de voler leurs ressources. Comme celles de l’Equateur, Bolivie, etc. Le lancement du TIAR confirme l’utilisation des secteurs civils dans les plans militaires de Washington. La récolte était le *paquetazo* [lourd paquet de mesures anti populaires] équatorien, la révolte populaire chilienne, le lancement d’un coup d’Etat en Bolivie et la tentative d’un «cordon sanitaire» au Venezuela. Il était évident que le «*paquetazo*» équatorien et la tentative de coup d’État en Bolivie allaient entraîner de fortes tensions sociales et des émeutes. D’où le scénario très original selon lequel c’est la faute de Cuba et du gouvernement vénézuélien de Nicolás Maduro. Pour la droite, la faute en revient toujours aux autres : jamais à leurs projets de misère et de faim pour la grande majorité. Mais ce que les «scénaristes» étasuniens n’avaient pas prévu, ce fut la force et la résilience de la réponse autochtone et populaire en Équateur et l’explosion chilienne, après le signal des élections primaires en Argentine du 11 août dernier. Et, de l’Uruguay, où ils n’ont toujours pas trouvé la formule permettant d’exclure le Frente Amplio du gouvernement après 14 ans de gestion. Ils n’ont pas non plus tenu compte du fait que tous les pays n’étaient pas d’accord avec les positions adoptées par le Secrétaire général de l’OEA, Luis Almagro, ni avec la mission d’observation électorale envoyée en Bolivie. La représentante permanente du Mexique auprès de l’OEA, Luz Elena Baños, a clairement indiqué qu’aucune mission ne devait s’immiscer dans les élections d’un pays et encore moins donner son avis lorsque ce n’était pas encore terminé. Son travail devait se limiter aux conseils techniques et ne pas tenter de prendre des décisions contraignantes.

«Le travail du MOE est de nature technique et non contraignante. L’article 23 de la Charte démocratique interaméricaine fournit des conseils ou une assistance, ne régit pas les élections», a poursuivi Baños, pour qui le travail des missions doit être neutre et non interventionniste. Les réactions sont apparues après que le représentant des États-Unis à l’OEA ait demandé un deuxième tour de scrutin en Bolivie, alors que le décompte officiel des voix n’était pas encore fini, tandis que les délégués du Brésil, de la Colombie, de l’Argentine, du Chili et du Canada, ont joué le jeu en répétant *la voix du maître* et ont parlé de prétendues fraudes dénoncées par le candidat perdant, le militant de droite Carlos Mesa (1)

Causalités occasionnelles

Trois semaines après l’invocation du TIAR, le président équatorien, Lenin Moreno, a annoncé son «*paquet*» économique, imposé par le Fonds monétaire international (FMI), déclenchant une contagion sociale non encore résolue. Au début de la seconde moitié d’octobre, les mesures annoncées par le président chilien, Sebastián Piñera, ont déclenché la protestation des étudiants du secondaire, qui s’est rapidement transformée en épidémie sociale, qui persiste encore. Le 20 octobre en Bolivie ont eu lieu les élections présidentielles au cours desquelles le président actuel, Evo Morales, fut réélu. L’opposition de droite a ignoré les résultats et a commencé à déstabiliser le pays. Morales a dénoncé le fait qu’une tentative de coup d’Etat orchestré est en marche depuis la droite et a appelé les organisations internationales à défendre la démocratie bolivienne.

La Bolivie, l’OEA et le coup d’État

Mercredi, une marche massive en faveur du président bolivien a rempli le centre de La Paz, tandis que l’opposition tenait sa plus forte manifestation à Santa Cruz de la Sierra, alors que se poursuivait le dépouillement final qui semblait orienté vers la confirmation de la victoire au premier tour du *Mouvement Pour le socialisme* (MAS), évitant ainsi le ballotage. Mais voici que la *Mission d’observation des élections* (MOE) de l’OEA - sans vergogne - a demandé au gouvernement d’organiser un second tour au-delà du résultat des élections.

Il existe de nettes différences dans la nature sociale de classe de ceux qui favorisent le coup d’État en Bolivie et dans les bases sociales qui dirigent les sociétés en rébellion en Équateur et au Chili, mais l’intérêt ultime est de terroriser les populations argentine et uruguayenne afin qu’elles fassent pencher leurs votes vers les candidats de droite et non au *Frente de Todos* argentin ou au *Frente Amplio* uruguayen. La déstabilisation et la tentative de coup d’État que la droite vernaculaire, avec l’appui des États-Unis et de l’OEA, développent en Bolivie quelques jours après le premier tour de scrutin dans les deux pays du Rio de la Plata et tente d’induire de la peur de situations similaires que nourrissent les droites des deux pays.

Dans ce contexte, les déclarations du secrétaire d’État des Etats-Unis pour l’hémisphère occidental, Michael G. Kozak, qui exige de la Bolivie «de *rétablir la crédibilité dans le processus de décompte des voix*», comme si il n’avait pas été scrupuleusement respecté, ne peuvent pas être une surprise. C’est une manière de créer dans l’imaginaire collectif qu’il y avait eu des anomalies. Après que le ministre bolivien des Affaires étrangères, Diego Pary, ait rendu publique la lettre à Almagro demandant un audit complet des résultats des élections, l’opposition, encouragée par Washington et le secrétariat de l’OEA, a empêché le dépouillement des votes, incendiant des institutions de l’État comme les infrastructures du Tribunal Suprême Electoral dans les départements (provinces) tels que Chuquisaca, Santa Cruz et Potosí.

Le cynisme de l’OEA

Le communiqué du Secrétariat Général de l’OEA est d’un cynisme sans précédent, selon lequel : «Les courants actuels de déstabilisation des systèmes politiques du continent trouvent leur origine dans la stratégie des dictatures bolivarienne et cubaine, qui cherchent à se repositionner, non pas par un processus de ré-institutionnalisation et de re-démocratisation, mais par leur ancienne méthode qui consiste à exporter la polarisation et les mauvaises pratiques, mais essentiellement de financer, soutenir et promouvoir les conflits politiques et sociaux». La communication faite au nom de toutes les nations du continent, affirme que la crise en Équateur est une expression des distorsions que les dictatures vénézuélienne et cubaine ont installées dans les systèmes politiques du continent et ajoute : «Cependant, les événements récents ont également montré que la stratégie intentionnelle et systématique des deux dictatures de déstabiliser les démocraties n’est plus efficace comme par le passé» Et il préconise également la possibilité d’intervenir (par le biais de TIAR ?) Pour «protéger les principes démocratiques et les droits de l’homme, et pour les défendre lorsqu’ils sont menacés», et «pour s’attaquer aux facteurs de déstabilisation organisés par la dictature vénézuélienne et Cubaine».

Équateur, le dialogue brisé. Quelle est la suite ?

La mobilisation du peuple équatorien allait au-delà de la direction de la *Confédération des nationalités autochtones de l’Équateur* (COAIE) - certains dirigeants voulaient l’étouffer - tandis que le gouvernement Moreno montrait ses racines de classe, subordonnées aux mandats de Washington et du FMI. Mais pas seulement le président en sort avec du plomb dans l’aile, mais aussi les cadres de droite comme Jaime Nebot, Cynthia Viteri, Guillermo Lasso, Abdalá Bucaram et les «socialistes» de Carlos Ayala. Aussi le *correísme* (de Rafael Correa) a terminé «cramé» et a payé le coût de sa logique caudillesque. Lorsqu’il était au gouvernement, il a essayé de coopter le mouvement indigène. Il n’a même pas essayé de le soustraire à l’influence des ONGs social-démocrates et des sectes religieuses étrangères, mais au contraire il l’a acculé et ne l’a pas intégré dans le processus de changement. Ceux qui, de l’extérieur, ont tracé les plans de Moreno ont réussi pour le moment à empêcher la formation d’un large front. Son but était de détruire le correisme : ils ont emprisonné leur chef principal, le gouverneur de Pichincha, Paola Pabón et forcé l’ancienne présidente de l’Assemblée nationale, Gabriela Rivadeneira, à demander l’asile à l’ambassade du Mexique.

Le mercredi 23 janvier, le président de la CONAIE, Jaime Vargas, a annoncé que l’organisation avait décidé de suspendre le dialogue avec le gouvernement, qu’ils entretenaient depuis le 13 octobre qui avait mis fin aux violentes manifestations antigouvernementales. «Nous nous sommes arrêtés parce qu’il n’y a pas eu de dialogue», a déclaré Vargas. Vargas a dénoncé le fait que le gouvernement avait entrepris une persécution contre les dirigeants de la CONAIE. «Nous ne pouvons pas être à la table de dialogue pendant qu’ils nous poursuivent». Vargas fait partie des personnes persécutées et un procès a été ouvert pour avoir parlé à Macas de la formation d’une armée indigène.

Chili et les faux positifs (2)

Le Chili est un pays où la «première dame» (épouse du président Piñera) craint l’invasion extraterrestre et demande à ses amis bourgeois de réduire leurs « privilèges ». Le président de la Commission des droits de l’Homme du Sénat, Alejandro Navarro, a annoncé la demande de visite d’une mission de travail et d’observation de la Commission interaméricaine des Droits de l’Homme et un observateur de la Commission des Droits de l’Homme de l’ONU, dirigée par Michelle Bachelet. La Commission des droits de l’homme de l’OEA (CIDH) s’est déclarée préoccupée par les plaintes déposées auprès de l’Institut national des droits de l’homme au sujet de violences sexuelles, de déshabillage forcé et de tortures dans le contexte de l’arrestation de manifestants. «Le Chili doit enquêter sur ces faits et les punir avec diligence, ainsi que les actions de la police et de l’armée conduisant à un recours disproportionné à la force contre des civils. L’usage de la force doit être régi par les principes de légalité, de nécessité et de proportionnalité», a déclaré la CIDH. Il y a eu tout d’abord les coups, les humiliations et les menaces, mais au cours des dernières heures, les tortures et les viols de femmes au Chili sont devenus une réalité. L’état d’exception mis en place par le gouvernement de Sebastián Piñera a entraîné les pratiques de la dictature, y compris en ce qui concerne les disparitions. Nombre de femmes arrêtées jusqu’à présent sont portées disparues, ont dénoncé les agences humanitaires. En outre, les personnes emprisonnées à Santiago du Chili ont été déshabillées devant le personnel masculin, palpées sur leurs parties génitales et «ont mis la pointe du fusil dans leur vagin tout en menaçant de les violer et de les tuer», comme l’indiquent les témoignages recueillis par leurs compagnes de détention D’autres plaintes font état de détenus «crucifiés» au commissariat de Peñalolén et d’actes de torture au métro Baquedano à Santiago.

En temps de guerre, la première victime est toujours la vérité. Il en va de même dans ces guerres de cinquième génération, où l’information joue un rôle important dans la perception, le sentiment de la citoyenneté. La lutte ne se déroule pas seulement dans la rue, mais aussi dans les réseaux dits «sociaux» et, surtout, dans les médias hégémoniques de communication nationaux et transnationaux. La peur du peuple a secoué la classe dirigeante, qui craint un peuple qui en a marre des abus, de la ségrégation, de l’humiliation et des inégalités. L’indignation accumulée depuis des années s’est déversée dans les rues et ne montre aucun signe de retour vers la ligne de démission qui était leur refuge. Depuis plus de 45 ans, l’opinion des citoyens n’a pas été entendue, pas plus que la sensibilité de la classe politique ne fut à même de prendre conscience des profondes inégalités du pays, de la complicité et de la corruption de la classe politique. Tout cela est remis en cause aujourd’hui. C’est une insurrection populaire spontanée et pacifique, sans direction ni programme, mais qui a intégré de vastes secteurs sociaux. C’est un malaise profond qui a non seulement des motivations économiques et qui n’a pas diminué avec l’annonce par Sebastián Piñera, toujours président, d’un agenda social, d’une offre de campagne électorale en accord avec les partis du système. Ces derniers jours, un véritable festival de démagogie a été lancé - offrant des œuvres de charité et non de justice - de la part du gouvernement et des hommes d’affaires pesant des millions de dollars dans un pays où 650 000 jeunes, âgés de 18 à 29 ans, n’étudient pas, ni travaillent ; ni ne compte les taux élevés de maladies mentales et de suicides parmi eux ; des milliers de personnes âgées seules, abandonnées, dont personne ne se soucie, avec des taux de suicide croissants.

La violence et la solitude au Chili sont une pandémie, a dénoncé Mgr Fernando Chomalí, évêque de la ville du sud Concepcion. De nombreuses informations sur ce qui se passe au Chili ont été transmises aux Chiliens et au monde entier via les réseaux sociaux. La plus grande différence avec les sondages précédents, c’est que tout le monde charge maintenant les téléphones portables et enregistre les événements. C’est la réalité réelle, disent-ils. Mais nombre de ces vidéos quittent aussi les laboratoires des services de renseignement pour imposer un imaginaire collectif d’anarchie, de protestation débridée. Une réalité virtuelle qui permet une répression plus grande et plus forte. Il y a beaucoup d’informations qui ne s’arrêtent pas. Beaucoup de désinformations encouragées par la télévision et les médias hégémoniques couvrant la ville d’Alameda Santiago, où il n’y avait ni la police ni forces armées, qui sont arrivées après pour réprimer. L’idée des laboratoires de médias est de créer l’imaginaire voulant que tout soit surpassé, de sorte que c’est la classe moyenne, le peuple, qui demande plus de répression. Des vidéos diffusées à travers les réseaux sociaux montrent que la police est la cause d’incendies et de pillages, de coups de feu dirigés contre des jeunes non armés et de confrontations, qui sont aujourd’hui identifiés par les programmes de reconnaissance faciale de la sécurité de l’État.

Ne sous-estimez pas cette droite qui est au pouvoir depuis 46 ans, et pour laquelle les services de renseignement sont bien conseillés par des experts étasuniens et israéliens. Une des stratégies du pouvoir est de mettre les gens les uns contre les autres, pour pouvoir valider les actions programmées, une plus grande répression, alertent les organisations sociales. Des médias hégémoniques déclarent que des maisons sont pillées, et c’est vrai. Et les forces de police les ont laissés faire, dans les quartiers des classes moyenne et supérieure, de sorte que plus tard, les gens demandent en hurlant, davantage des militaires dans la rue et davantage de sécurité. Il s’agit de créer dans l’imaginaire collectif la nécessité d’une plus grande présence policière et militaire pour reprendre le pouvoir, sans qu’il y ait un large spectre de la population pour mettre en cause les mesures. Il est nécessaire de rester alertes. Le président des Etats-Unis est capable de tout excès ou abus pour étayer sa, de plus en plus difficile, réélection avec sa tête en attente d’un procès politique.

*(1) Carlos Mesa ex président Bolivien résident à Miami -appelé « El Gringo » parce qu’il parle espagnol avec un accent yankee- est parachuté à nouveau comme candidat par les USA.*

*(2) l’expression vient de Colombie où le gouvernement a déclaré des morts communs comme des guérilleros tués par la police ou l’armée*

*(3) Lire : Violations et disparitions, la répression cachée au Chili sur http://www.elcorreo.eu.org*

*Aram Aharonian est journaliste et communicologue uruguayen. Master en intégration et fondateur de Télésur. Il préside la Fondation pour l’intégration latino-américaine (Fila) et dirige le Centre latino-américain d’analyse stratégique(Clae). Texte paru dans CLAE (www.estrategia.la) et traduit de l’espagnol pour* [*El Correo de la Diaspora*](http://www.elcorreo.eu.org/USA-y-la-OEA-apuestan-a-desestabilizar-la-region-pero-se-topan-con-la-resistencia-popular?lang=es) *par Estelle et Carlos Debiasi*

* Le Mauvais Proces fait à J.L. Mélenchon par Le Monde !

*Par Jean-Pierre Lefebvre*

La partialité du journal des oligarques, MM Pigasse et Niel, passe les bornes. On peut le comprendre puisque ce sont eux qui ont fait roi Emmanuel Macron et qui continuent à le cornaquer. «Tout homme politique qui a maille à partir avec la justice a tendance à y voir un complot ourdi contre lui» : dès la première ligne de l’éditorial, la cause est jugée , ce n’est pas le pouvoir qui a instruit un faux procès pour la simple raison que, comme l’avait dit lui-même le Président, son principal adversaire est Jean-LucMélenchon mais, cela va de soi, c’est ce dernier qui a «maille à partir avec la justice», suivez mon regard, le prévenu n’est pas net, a priori, ce sont Mme Beloubet et les procureurs qu’elle a elle-même nommés qui auront par avance raison ! Mélenchon est de la même eau que Balkany et Le Pen, bien qu’il ne soit ni escroc des finances municipales, ni riche héritier du racisme pétainiste, tout juste objet de remarque sur ses comptes de campagne, déjà approuvés par des instances légales et sur l’emploi du temps des conseillers aux députés européens LFI : leur activité politique ne pourrait-elle ne pas convenir à Mme Beloubet ? Il est même pire que ces deux là qui font profil bas devant la Justice : à lui tout seul, le monstre, véritable Goldorak, a intimidé les dizaines de policiers qui avaient envahi sa maison et le siège de son parti, où ils fouillaient partout, sans contrôle des intéressés qui, contrairement à Benalla n’avait pas été prévenus, les portes leur étant bouclées par les argousins qui pouvaient ramasser tout ce qui pouvait être utile à ses adversaires politique dont Mme Beloubet : les listes d’adresses des adhérents et sympathisants, les documents internes, les comptes, en toute égalité républicaine ! Mélenchon, mal entendant, a crié un peu fort et aussitôt la quasi unanimité des médias (propriétés du Cac 40) ont crié haro, une énorme campagne a déferlé qui a fait reculer LFI de 10 points aux européennes : mission accomplie, on a sorti du jeu le principal adversaire du CAC 40 qui, avec sa macronie, avait pu démultiplier ses dividendes et s’en prendre au niveau de vie des salariés. Victoire de l’oligarchie ! Quelle meilleure réponse au Monde qui a le front de demander des preuves à l’accusation mélenchonienne de Lawfare, c’est-à-dire d’une «instrumentalisation délibérée de la justice et de la police par le pouvoir pour attendre dans un but d’élimination politique d’un adversaire, comme elle se pratique au Brésil» ?

C’est bien le fond du problème, bien entendu tous les juges ne se conduisent pas en instruments fidèles du pouvoir et la majorité des journalistes n’est pas esclave du CAC 40, il n’en reste pas moins que la ministre tient ses troupes et que la carrière de certains vaut bien un petit accroc à leur éthique. Certes nous avons le droit formel, conquis de haute lutte, de voter tous les cinq ans pour un des candidats à la présidence mais l’exerçons-nous en toute liberté ? Est-il normal que quelques milliardaires détiennent l’essentiel des moyens d’informations et de sondage avec lesquels ils imposent artificiellement un candidat qui les serve, qu’il soit de droite ou du PS : le pur DSK, l’étoile Ségolène, le nul Hollande, le petit génie Macron, formaté directement chez Rothschild ? Ne nous a-t-on pas gavés avant chaque échéance sur les qualités splendides de ces candidats faramineux devenus de soudains miracles ? Les oligarques n’ont pas le même souci avec la bande Le Pen, héritière de Pétain (*Plutôt Hitler que le Front Populaire !).* Le CAC 40 est très inquiet, une nouvelle fois en 2017, après 1936, 1945, 1968, 1981, la France, singulière nation, était toute proche, à quelques pour cents près, du basculement salutaire vers un socialisme démocratique, réaliste et capable de mettre fin à la domination oligarchique qui nous mène tout droit à la catastrophe planétaire. Tous les moyens sont bons pour sauver le système failli.

Le lawfare est une vieille habitude française, déjà dénoncée par Stendhal au XIXe siècle *(Lucien Loewen*). Je l’ai moi-même modestement vécu. En toute «légalité» en 1965, le sous-préfet du Havre refusait au nouveau maire communiste qu’il me choisisse comme secrétaire ; en 1971, le sous-préfet de Dieppe, ancien commissaire de police comme Nunez, récidivait en faisant diviser par deux mon salaire de directeur de cabinet bien que je sois ingénieur. Un an plus tard, les murs de Dieppe se couvraient de notre affiche dénonçant les 10 refus par le sous-préfet de nos principales décisions municipales (usine relais pour le grand couturier Guy Laroche, peinture du château d’eau par Vasarely, choix d’Oscar Niemeyer pour construire la ZAC et le centre culturel, création d’un musée Braque, accord de coopération avec la Maison de la Culture du Havre, voie piétonne, réhabilitation du centre historique, premier contrat villes moyennes, etc.). Le sous-préfet fut alors muté ! A Dieppe encore le maire suivant fut scandaleusement rendu inéligible après un procès politique, avant que la gauche radicale ne reprenne la ville et le siège de député, démentant la justice de classe. Le lawfare n’est pas nouveau en France, tout juste croyions-nous l’avoir fait reculer en 1981, notamment avec un certain Pierre Joxe, qui est venu embrasser Mélenchon à son procès. 460 journalistes du Monde ne viennent-ils pas de mettre en garde le candidat au rachat du journal, le milliardaire Krétinski, ça ne s’invente pas, contre les atteintes possibles à leur indépendance ? Ne s’agit-il donc que d’un fantôme mélenchonien ? L’édito du Monde conclut par un appel à diviser LFI, que faire de plus pour aider le CAC40 ? Rien ne va plus en France parce que notre démocratie est manipulée par le CAC40 qui veut continuer à amasser stupidement du capital en dévastant la planète !

* Des Meilleur(e)s aux Mecs (Ou filles) Bien

*Par Jacques-Robert Simon*

Chaque homme est unique avec une pensée et un ressenti qui lui sont propres. C’est aussi un animal social, il ne peut pas vivre à l’écart des autres. Comment allier la force des certitudes d’un groupe avec les fragiles incertitudes d’un être pensant ?

Depuis les temps les plus archaïques, et sans interruption jusqu’à nos jours, une hiérarchie pyramidale a régné en maître sans aucune alternative hormis des déclarations aussi péremptoires et vertueuses que fausses. Une minorité instituée en élite dirige les autres et une société des meilleurs est en place. Les temps modernes présentent cependant des différences notables comparées aux temps anciens. L’apport des énergies fossiles et des technologies révolutionnaires ont permis de faire émerger des systèmes dans lesquels il est permis à chacun de voter selon ses préférences. Les démocraties n’ont en rien aboli l’aspect pyramidal des structures de décision, mais elles ont permis la multiplication du nombre de pyramides : le talent, le savoir, les connaissances, les performances sportives, le degré de charité, l’investissement scolaire, une piété religieuse hors du commun… peuvent permettre l’accès à une cheffitude, l’émergence d’un responsable, d’un gentil organisateur, d’un porte-parole qui guidera, ordonnera, portera la voix d’un groupe d’individus plus ou moins importants.

Peut-on si facilement unir des différences au sein d’une même communauté ? Pour se convaincre du caractère unique de toute chose, il suffit d’observer attentivement des grains de sable. Leur taille varie de 0,05 mm à 5 mm (selon une des classifications possibles). Ils proviennent tous de la désagrégation de roches mais la nature de celles-ci est très diverse (quartz, feldspaths, mica, calcite, magnétite, rutile, corindon, pyrite, spinelle…) leur donnant ainsi des compositions chimiques très variées. Il y aurait 200 millions de milliards de milliards (2 2026) grains de sable sur notre planète et chacun de ces grains est différent par son aspect, sa couleur, sa nature chimique, sa forme. En particulier, l’air qui emporte les grains de sable soumet ceux-ci à d’innombrables chocs qui déterminent leur profil, leurs aspérités, leurs diverses faces.

L’homme, constitutionnellement, est plus complexe qu’un grain de sable et l’environnement le façonne de façon bien plus diverse que le vent. L’individu va en général s’évertuer à intégrer un groupe en cherchant des points communs, en minimisant les différences. Il va acquérir ainsi des certitudes, les propositions qui recueillent l’agrément des autres, et va abandonner ses doutes personnels.

Mais les certitudes d’un groupe n’ont que faire de l’intelligence individuelle (quel que soit le degré de maturation ou de culture de celle-ci). Un groupe n’existe que pour dominer et vaincre les autres communautés rivales et les axiomes qu’il propose tendent tous à conforter sa puissance. La force n’a rien à voir avec l’intelligence même si des spectacles outrageusement médiatisés sont mis en place pour faire croire l’inverse : consulter les militants, les supporters, les fans, la base, constituer des comités, des plateformes de discussion… Si l’on demeure en repos, dans sa chambre, il est possible d’élaborer une vérité, sa ‘vérité’. La vérité, une vérité acceptable par tous, seuls les groupes prétendent la proposer, mais elle n’existe pas. Par contre, les mensonges et la rouerie sont d’usage courant.

Il est possible de ne pas mentir, du moins sciemment, mais il est impossible de dire la Vérité. Une vérité ne peut pas être définie hors un référentiel fait de concepts cohérents les uns avec les autres. En d’autres termes, une vérité n’est définissable qu’au sein d’une idéologie ou d’une morale : ce que l’on doit faire ou pas selon des principes, selon le Bien ou le Mal indiqués par quelque entité supérieure. Au niveau de l’individu donc, ce qui est seule accessible c’est une conviction, qui peut toutefois être véhémente. Un groupe fonctionne différemment : il baptisera ce qui sert ses intérêts comme étant la vérité. Le corpus des idées communes lui permet d’étoffer cette assertion par des montages intellectuels plus ou moins raffinés, mais toujours mensongers : *«Les vérités sont des illusions dont on a oublié qu'elles le sont».* Alors doit-on faire fi de la volonté populaire puisque structurellement incapable d’intelligence et doit-on remettre son destin entre les mains d’un quelconque surhomme sage ou fou furieux mais indiquant une direction précise ?

Lorsque vous vous promenez dans un champ, vous cueillez les fleurs qui s’y trouvent mais seulement celles qui vous plaisent. C’est ainsi qu’un individu se bâtit une personnalité dont la richesse dépendra du nombre et du type de fleurs cueillies. Les informations, l’éducation, les lectures, les mots croisés, la belote, l’anisette, la sieste sont autant de types de fleurs que l’on peut choisir. Le seul piège à éviter c’est de vouloir faire comme son voisin, comme ‘on’ vous indique de le faire, comme il est à la mode de faire. Réfléchissez ou ne réfléchissez pas, c’est égal, mais seul ! Il faut avoir le courage d’être soi.

Alors la démocratie peut retrouver tout son sens : un homme, une voix exprimée dans le secret d’un isoloir. Les partis politiques, entre autres groupes constitués, ne sont là que pour tromper la confiance de gens pas assez défiants ou trop confiants envers l’âme humaine. La décision moyenne d’une multitude est à la fois plus juste et plus efficace que toute disposition prise par un cénacle de beaux esprits ou de puissants. Les seules propositions qui conviennent à un groupe sont celles qui assurent sa cohésion, ce qui revient à dire qu’elles doivent impérativement demander des efforts à tous, et non pas seulement à quelques uns. Mais les puissants essaient par tous les moyens de convaincre les gens du commun de leur ressembler ; il est inconcevable qu’un puissant puisse s’identifier à une autre image que la sienne propre. C’est la raison d’être des groupes ! Il faut souligner que les intentions ne permettent pas de se dédouaner de l’usage d’armes faites pour tuer ou au moins terrasser l’adversaire. Les organisations charitables, la plupart du temps, utilisent des contrevérités, des abus de langage, des assauts verbaux se voulant décisifs, de même nature que les groupes ou associations qui prêchent d’autres visions que les leurs.

Le sacré se définit par ce qui lie les dominants et les dominés. Et le seul sacré qui peut être proposé hors du divin découle des lois, des traités, des accords, des normes. On interdit certains actes mais on ne promeut pas la formation d’un nouvel homme, moins cupide, plus honnête, plus respectueux des autres, ce que faisaient les textes anciens. Les réseaux sociaux et les moyens technologiques de communication et de triage des informations permettent de tout savoir sur quiconque. C’est à l’aune de ce ‘tout’ que l’on doit évaluer si une personne est digne de confiance ou pas, en d’autres termes si c’est un ‘type (ou fille) bien’. Aucune faille ne peut être tolérée, ni dans la vie publique ou professionnelle, ni dans la vie privée, en particulier aucun ‘secret Défense’ et ‘secret des affaires’ ne peuvent être acceptées. Tous les aspects conjugaux, maritaux, toutes les orientations sexuelles ou philosophiques doivent être connus et examinés par tous. Il n’y a évidemment aucune définition précise de ce qu’est un ‘type (ou fille) bien’, chacun a ses propres critères personnels et seul l’agrément de la multitude permet d’espérer un choix judicieux, la moyenne annihilant les dérives. Le secteur public n’est plus financièrement attractif pour celles et ceux qui se qualifient eux-mêmes comme faisant partie des plus brillants, il faut donc que des sain(te)s leur succèdent *(mais on risque ne s’ennuyer ferme, ndlr).*

* Hôpital (fin)

*Par Hervé Mesdon*

Je suis réveillé maintenant. J’ai fait surface. Sont tous contents. J’ai même droit aux félicitations des uns et des autres. Comme si j’y étais pour quelque chose ! Reste plus qu’à remettre tout propre à bord, chaque chose à sa place et tout sera parfait. Va falloir faire des efforts maintenant ont dit les toubibs, les aides-soignants, les infirmiers. Bien sûr qu’il va faire des efforts répondent Priscilla, Anaïg et Dominique. Pas mon mot à dire.

Pourtant le chantier c’est pas du boulot pour bricoleur. Du gros œuvre ! Réapprendre à respirer, à manger, à se tenir debout, à bouger un bras, puis deux, à avoir des dents, à mettre un pied devant l’autre, à pisser proprement, déféquer de même, réapprendre à s’habiller, à se laver, à se peigner… comme un prince, à avoir une barbe qui ait de la gueule. A se demander si c’est pas ma mère qui avait raison : allez hop, on abat tout comme les barres d’immeubles en banlieue et on remplace par du neuf. Allez, pas de pensées négatives, mec, tu vas tout droit. Pourquoi toujours ma mère au centre vénéneux de cette affaire ? Pourtant je l’ai adorée ma mère.

Premier truc « faire du fauteuil » comme ils disent. C’est bien. Un autre regard sur le monde. Mon ardoise magique je sais mieux la retrouver. Pouvez pas savoir à quel point être assis sur un fauteuil, ça change un bonhomme. Mais je fatigue vite. Au bout d’une heure, je tiens plus. Jour après jour, allonger les durées. Et puis se débrancher de la machine, respirer seulement sur oxygène. Là aussi il faut y aller petit à petit. Progrès de jour en jour. « Et puis tes yeux qui sont vifs comme avant » dit Priscilla. « Et ton teint qui est beaucoup moins blanc » dit Anaïg. Et en plus tous les louzous qu’on te donne pour que tu voies la vie en rose. Mais dans le même temps  y a plein de moments je retournerais bien dans la ja-ja, personne m’emmerdait, personne à qui rendre des comptes. Ça l’énerve Dominique quand je dis ça. « Pourquoi qu’on s’est décarcassé les uns et les autres si tu avais autant envie de retourner dans ta ja-ja ? » Faut pas t’inquiéter Dominique, bien sûr que je déconne. Je dis juste ça pour faire bien, un peu cabot le mec.

On est le 28 juillet. Rentré il y a deux jours du Service de Réhabilitation Respiratoire où à la sortie de l’hosto j’ai passé un mois et demi. Trachéo, trou béant sous ma glotte équipé d’une canule plongeant dans ma trachée pour la double fonction de m’alimenter en oxygène et de me rendre la parole. Tuyau branché à la canule sortant de mon cou puis serpent blême jusqu’à une grosse bonbonne dans un coin du hall d’entrée. Trachéo, faite en réa pour me libérer de tous les tuyaux qui par le nez et la bouche me plongeaient dans le corps. M’ont dit que je devrais la garder toute ma vie. Ça a été le choc d’apprendre ça. M’ont remis à peu près d’aplomb là-bas. Je marche, je respire, je mange, je parle, je ris… Je peux même boire l’apéro, que demander de plus…

***Réchauffer la banquise***

**Publication**: Jean-Luc Gonneau **Rédaction en chef** : João Silveirinho **Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, Claude Soufflet **Conception**: Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray. **Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* - 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** jlgonneau-lagauchecactus@orange.fr **Internet :** http://www.la-gauche-cactus.fr/SPIP/

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

**Elles/ils écrivent dans La Banquise :**

*David Hassan Abassi, Ahmed Abbes,Mina Ahadi, Aram Aharonian, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Jean-Christophe Frachet, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Michel Pillier, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, Otavio Santos, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…*

*\*Hélas décédé-es*

**Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :**

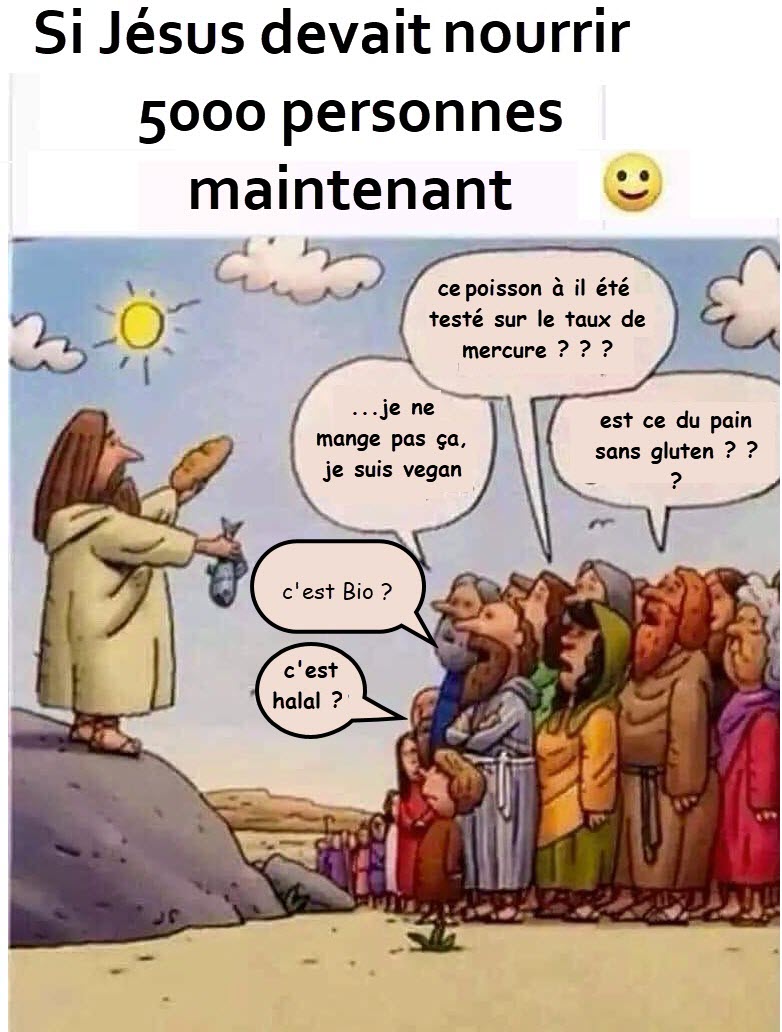
*Paul Alliès, René Assandri, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Marc Dolez, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard,*

*Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …*

**Elles/ils ont participé aux cafés-débats de La Banquise :**

*Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira*

Bonus : Glanés sur le net par notre ami Iradj Ziai





Bonus extrait du Journal People de Benoist Magnat

FLORILEGE DES PROPOS PRESIDENTIELS POUR ELLES ET CEUX QUI AURAIENT DEJA OUBLIE



Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org/SPIP](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de l’humour en plus !